Ordre judiciaire vaudois

(Demande adressée à l'autorité judiciaire suivante)

Choisir un élément

DEMANDE D'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIERES CIVILE ET ADMINISTRATIVE

1. REQUERANT-E

Nom : .....

Prénom : .....

Date de naissance : .....

Etat civil (si marié-e, date du mariage) : .....

Adresse : .....

N° de téléphone : .....

Profession : …… Employeur : .....

Bénéficiaire d'une mesure de curatelle : ☐ OUI ☐ NON

Si oui : nom, prénom et adresse du/de la curateur-trice :

.....

Prénoms et dates de naissance des enfants vivant en ménage commun :

.....

.....

Bénéficiez-vous d'une assurance protection juridique ? ☐ OUI ☐ NON

Si oui, auprès de qui ? ……..

Cette assurance couvre-t-elle le litige ? ☐ OUI ☐ NON

---

2. RENSEIGNEMENTS SUR LA SITUATION FINANCIERE DU/DE LA REQUERANT-E

(joindre les justificatifs des paiements ou une explication quant à l'absence de justificatifs, à défaut de quoi les montants ne seront pas pris en considération et la demande pourra être refusée)

a) REVENUS MENSUELS

Revenu mensuel net, y compris 13ème salaire et gratifications (en cas de revenus variables, revenu moyen des 6 derniers mois) : .....

Rentes AVS/AI, indemnité de chômage, prestations de l'aide sociale : .....

Allocations familiales si pas comprises dans le salaire mensuel net : .....

Contributions d'entretien / Pensions alimentaires reçues : .....

Divers (bourse, revenus de fortune, produits locatifs, etc.) :

.....

.....

b) DEPENSES MENSUELLES

Loyer, charges comprises : .....

Intérêts hypothécaires, frais accessoires compris : .....

Assurance RC / Ménage : .....

Assurances maladie obligatoire : .....

- Bénéficiaire de subsides : ☐ OUI ☐ NON

- Si oui : montant des subsides : .....

Assurances vie : .....

Téléphone : .....

Leasing : …… Date d'échéance du leasing : ……

Frais de transport (abonnements bus, train, etc.) : .....

Frais médicaux non remboursés : .....

Contributions d'entretien / Pensions alimentaires dues : .....

Impôts (montant annuel divisé par 12) : .....

Autres : .....

c) FORTUNE (indiquer la nature et la valeur)

Immobilière : .....

Mobilière (y compris véhicule, hors mobilier du ménage) : .....

Economies : .....

d) DETTES

Nature de la dette et créancier / solde dû / mensualités payées

..... / ..... / .....

..... / ..... / .....

..... / ..... / .....

e) CONJOINT-E, PARTENAIRE ENREGISTRE-E OU CONCUBIN-E FAISANT MENAGE COMMUN

Nom et prénom : .....

Profession : …… Employeur : .....

Revenus mensuels nets: .....

Fortune : .....

f) AUTRES PERSONNES VIVANT DANS LE MENAGE

Nom et prénom : .....

Profession : …… Employeur : .....

Revenus mensuels nets : .....

Fortune : .....

3. CONTRIBUTION AUX FRAIS DU PROCES

Le/La requérant-e accepte de rembourser les frais de procès/de médiation qui seront avancés par l'Etat à raison de versements mensuels de ……. fr. (minimum 50 fr.).

---

4. ETENDUE DE L'ASSISTANCE SOLLICITEE

a) Exonération :

☐ de la totalité des avances et sûretés

☐ d'une partie (préciser laquelle) des avances et sûretés

☐ des frais judiciaires

☐ des frais de la médiation (art. 39c CDPJ)

b) Assistance d'office d'un-e mandataire :

☐ avocat

☐ agent d'affaires breveté

c) Médiation :

☐ médiateur agréé (art. 40 CDPJ)

Tarif horaire :
- 180.-/heure pour un avocat
- 110.-/heure pour un avocat-stagiaire
- 140.-/heure pour un agent d'affaires breveté
- 90.-/heures pour un stagiaire d'agent d'affaires breveté
- 180.-/séance de médiation avec les parties
- 180.-/entretien séparé avec les parties à la médiation

---

5. RENSEIGNEMENTS SUR LE PROCES

Le/La requérant-e est : ☐ demandeur-resse ☐ défendeur-dresse

Nom du/de la mandataire (avocat, agent d'affaires breveté, médiateur):

.....

Partie adverse (nom et prénom ou raison sociale, adresse) :

.....

.....

Nature du procès :

.....

.....

Indiquer si des délais arrivent prochainement à échéance :

.....

.....

Résumé des faits de la cause :

.....

.....

.....

---

6. PIECES A JOINDRE

- dernière déclaration d'impôts ;
- 6 dernières fiches de salaire ;
- pour les personnes indépendantes, derniers bilan et compte de pertes et profits ;
- relevés de tous les comptes bancaires et/ou postaux des 6 derniers mois ;
- tous documents permettant de vérifier les montants indiqués sous chiffre 2 ci-dessus

Tout document permettant d'établir la situation financière de la partie requérante doit être joint. Tant l'existence (par exemple à l'aide de contrats, factures, attestations) que le paiement régulier (quittances, relevés bancaires) des dépenses indiquées (loyers, primes d'assurance, impôts, remboursement de crédit, etc.) doivent être établis. A défaut, une explication sur l'absence de justificatifs doit être donnée. Le solde de tous les comptes bancaires ou postaux doit être attesté.

Les pièces ne vous seront pas restituées. Merci de n'adresser que des copies.

---

7. EVENTUELLES SANCTIONS

Le soussigné déclare avoir donné des renseignements véridiques et complets. Il/elle est rendu-e attentif-ve au fait qu'une fausse déclaration entraînera le retrait, le cas échéant avec effet rétroactif, de l'assistance judiciaire (art. 120 CPC), la perception de frais judiciaires (art. 119 al. 6 CPC), ainsi qu'une amende disciplinaire (art. 128 al. 1 CPC).

Le/la soussigné-e s'engage à communiquer sans délai tout changement de sa situation financière.

Date : ..... Signature : .....